

compagnie. Je sais qu'on ne devrait pas être obligé de signer un contrat en l'occurrence, mais j'espère qu'il viendra un moment où donner une formation semblable sera chose normale dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, et où les ministres n'auront pas à se fourrer le nez dans des affaires du genre.

Je ne veux pas prendre trop de temps, mais je dirai que, à mon avis, la mise en valeur du Nord concerne tous les Canadiens. Il y a quelques années, nous avions décidé que nous étions assez concernés pour consacrer des fonds recueillis au Canada au développement de cette région vierge. Nous n'avions pas d'intentions égoïstes; au contraire, nous croyions que le Nord canadien devait être mis en valeur non seulement pour la génération actuelle, mais aussi pour celles de l'avenir. Nous devons nous rappeler qu'il faudra plus de capitaux ces prochaines années. Nous devons mettre au point des politiques et une infrastructure qui permettront d'exploiter les mines, les ressources et les industries connexes. Le plus important, c'est de s'assurer que le Nord canadien ne deviendra pas la réserve privée de quelques-uns; nous devons essayer d'arriver à ce que tous les gens du Nord, et en réalité tous les Canadiens, bénéficient de cette expansion.

Pour terminer, je voudrais dire quelque chose qui exprime à la fois la pensée du gouvernement et la mienne. Même si nous avons été quelque peu négatifs du côté du développement constitutionnel, nous estimons que l'heure n'est pas encore venue dans les Territoires d'accorder sans délai le statut de province. Cela est dû au manque de population et au manque de ressources financières qui pourraient être obtenues de toutes les sources de revenu dans les Territoires. Après avoir dit ces paroles, je dois confesser que mon attitude n'est pas une opposition aveugle au progrès, mais une opposition au progrès à l'aveuglette. Je voudrais demander au gouvernement fédéral, à ceux qui ont la charge de gérer les ressources du Nord et au gouvernement territorial du Nord de travailler la main dans la main avec les habitants du Nord et leurs représentants. C'est une nécessité que je considère de la plus haute importance.

On a souvent prétendu que la représentation des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon était insuffisante. J'ai été souvent en désaccord avec le député du Yukon sur nombre de sujets. Il est le représentant élu du Yukon. Il connaît le Yukon et peut nous en parler dans cette institution démocratique qu'est la Chambre des communes.

Dire que les habitants du Yukon ne sont pas représentés de façon démocratique, c'est exprimer une bien piètre opinion du député

[L'hon. M. Chrétien.]

du Yukon. On peut en dire de même du député des Territoires du Nord-Ouest (M. Orange) qui a fait aussi cet après-midi des interventions intéressantes. Je ne suis pas d'accord avec toutes ses recommandations, mais jusqu'ici j'en ai accepté beaucoup. Il représente les habitants des territoires du Nord-Ouest et il présente ses thèses au gouvernement au sein de notre institution démocratique. C'est pourquoi nous sommes ici, et nous avons passé toute la journée à discuter de façon progressiste et sérieuse la mise en valeur des ressources du Nord, ainsi que des questions constitutionnelles. De concert avec la population du Nord, nous arriverons à mettre en valeur ce qui, d'ici quelques années, sera la région la plus intéressante de l'Amérique du Nord.

M. Nielsen: Monsieur l'Orateur, avant que le ministre regagne sa place, je voudrais lui poser deux questions. Dans un télégramme adressé au Conseil législatif du Yukon, le premier ministre (M. Trudeau) a indiqué que lui-même et le ministre seraient heureux d'accueillir à Ottawa soit les conseillers, soit une délégation de conseillers pour discuter des questions qui ont fait l'objet de nos débats d'aujourd'hui. Maintenant que le ministre nous a parlé, peut-il me dire si cela servirait à quelque chose qu'une délégation de conseillers lui rende visite ainsi qu'au premier ministre? Est-il possible que la politique formulée par lui pourrait être modifiée du fait d'une telle rencontre?

Voici ma deuxième question. Puisque nous en avons discuté à Yellowknife, à Whitehorse et toute la journée à la Chambre, et puisque la politique officielle nous a été définie de façon précise, le ministre nous présentera-t-il la semaine prochaine un projet de loi en nous assurant que le comité permanent en sera saisi aussitôt que possible, afin que nous puissions recueillir un large éventail d'opinions?

L'hon. M. Chrétien: Monsieur l'Orateur pour répondre à la première question du député, les conseillers ont demandé audience au premier ministre. Je conviens que tout entretien qu'ils pourront avoir avec le premier ministre et moi-même nous aidera à clarifier la situation et à dissiper toute confusion qui pourrait subsister dans nos esprits. Nous ne sommes tout de même pas aveugles au point de méconnaître nos erreurs. Toutefois, nous leur expliquerons bien clairement notre position. A mon avis, nous devons considérer les deux côtés de la médaille, pas juste un. Les conseillers délaissent l'exigence de leur résolution de l'an dernier, alors qu'ils demandaient un statut provincial sans toutefois le dire explicitement. S'ils viennent, nous discuterons de la question avec eux; nous demeurerons ouverts aux suggestions. La mesure